**Intervention de Son Excellence Isaïe KUBWAYO ,**

**Ambassadeur de la République du Burundi au Royaume du Maroc, lors de la Conférence de l’ASSECAA sur les expériences de réconciliation nationale.**

Monsieur le Président,

Distingués participants

Mesdames, Messieurs ;

Avant tout propos , qu’il me soit permit de remercier le peuple marocain pur l’accueil et l’hospitalité réserves à ma délégation , ainsi que les organisateurs de cette importante Conférence , qui vient toucher un aspect très sensible de la vie contemporaine des nations.

C’est également un devoir pour moi de féliciter Son Excellence Abdelhakim Benchamach , Président de la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc et Président de l’ASSECAA , pour son leadership et ses initiatives louables en vue de la promotion du bien-être des peuples d’Afrique et du Monde Arabe.

Monsieur le Président,

Les nations d’aujourd’hui perdent chaque année des milliards d’argent et des milliers d’âmes, dans des conflits tant inutiles qu’évitables. Une fois mal gérés ; ces conflits qui se présentent sous diverses formes se radicalisent, et font planer sur ces Etats des scénarios catastrophes, tels des massacres à large échelle, le déplacement forcé de populations, l’effondrement des économies ou purement et simplement l’effondrement des Etats.

Notre pays le Burundi a une riche expérience de conflit et de réconciliation nationale à partager. En effet, la colonisation du pays d’abord par l’Allemagne, ensuite par la Belgique a entre détruit certaine des valeurs sur lesquelles se fondait l’unité du peuple burundais. Ceci a rendu difficile la gestion de la période post indépendance.

Le pays a en effet connu des violences cycliques, avec coups d’Etat comme mode d’accession au pouvoir, et répression comme mode de le conserver. L’assassinat par l’armée en octobre 1993 du premier Président de la République démocratiquement élu trois mos seulement après sa prise de fonctions a déclenche une guerre civile longue d’une décennie. Cette guerre prit fin après des négociations ayant conduit à la signature d’accords qui consacrent un système de partage du pouvoir, ainsi que la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle.

En vue de bâtir le chantier de réconciliation nationale sue des bases solides ; le Burundi s’est doté d’une Commission Nationale Indépendante des Droits de l’Homme , un Observatoire National de lutte contre le génocide , les cimes de guerre et les crimes contre l’humanité ; une Commission Vérité et réconciliation , ainsi qu’une Commission et une Cour des Terres et autres biens , chargées de rétablir dans leurs droits les victimes des différents cycles de violence dont les biens ont été spoliés soit par l’Etat ; soit par des particuliers ; ainsi que l’Instituions de l’Ombudsman ; pour ne citer que ceux-là.

Ces accords : l’Accord d’Arusha pour la paix et la Réconciliation singé en 2000, ainsi que l’Accord Global de cessez-le-feu singé en 2003 se sont avéré être d’importants outils pour la promotion de la réconciliation nationale. Ainsi ; des institutions démocratiques ont pu la toute première fois que des institutions démocratiques ont été organisées en 2010 en 2015, et le pays chemine vers de nouvelles élections en 2020.

Un des aspects les plus importants qu’il convient de souligner comme gages de la stabilité politique et de la réconciliation nationale est la réforme des organes de défense et se sécurité. Le Burundi a réussi contre toutes attentes à mettre en place très rapidement et sans aide extérieure des forces de défense et de sécurité inclusives, des forces ayant la confiance de tout un chacun. Il devenait dès lors quasi impossible de les instrumentaliser, ou de s’en servir pour nuire aux intérêts de la République.

2015 aura été une année test , lorsqu’ éclata un mouvement insurrectionnel , qui allait aboutir à un coup d’Etat en date du 13 mai 2015. Les forces de l’ordre se sont levées dans leur unité pour faire échouer le putsch et contenir l’insurrection, malgré toute une campagne de diabolisation et des tentatives de les diviser sur base ethnique, surtout orchestrées à partir des pays étrangers.

Dès lors, la suite des événements n’fait que confirmer la tendance vers un peuple burundais réconcilie avec lui-même, prêt à se sacrifier pour défendre sa démocratie, sa souveraineté et sa dignité sur l’échiquier mondial.

Dans cet élan de dignité nationale, le peuple burundais a malheureusement appris que tout le monde n’est pas content de sa réconciliation. Certains n’ont pas hésite de le prouver au grand jour, se servant des moyens tordus pour discréditer nos institutions , à travers des campagnes de diffamation , de calomnie et des montages grossiers envers des instituions ou des personnalités publiques. Ils n’ont pas hésite de se servir des droits de l’homme dans leur quête de se débarrasser d’une gouvernance qui ne les convient pas la remplacer par leurs pions dociles.

**Je vous remercie.**